ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**COUR CONSTITUTIONNELLE**

Décision n°011/CC du 30 mai 2017 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant à la prorogation du mandat des membres du Conseil National de la Communication

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;
LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 29 mai 2017 sous le n°014/GCC, par laquelle le Premier Ministre a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de prorogation du mandat des membres du Conseil National de la Communication ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°009/2011 du 25 septembre 2011 ;

Vu la loi organique n°14/91 du 24 mars 1992 portant organisation et fonctionnement du Conseil National de la Communication, modifiée par la loi organique n°16/2003 du 13 octobre 2004 ;

Vu le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC du 10 novembre 2006, modifié par le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°033/CC du 29 juin 2016 ;

Vu le décret n°00079/PR/MRIC-DP du 10 mars 2017 portant organisation du Dialogue Politique ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de prorogation du mandat des membres du Conseil National de la Communication ;

2-Considérant qu'à l'appui de sa requête, le Premier Ministre fait valoir que le mandat des membres du Conseil National de la Communication n'a pas pu être renouvelé dans les délais légaux en raison de la tenue dans notre pays des assises du Dialogue Politique ; que les résolutions dudit Dialogue Politique préconisent la réforme profonde du Conseil National de la Communication ainsi qu'il en résulte du Protocole d'accord signé entre les parties prenantes ; que de ce fait, le contexte devant être considéré comme un cas de force majeure, la prorogation sollicitée s'avère nécessaire jusqu'à la mise en œuvre de ladite réforme ;

3-Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 83 de la Constitution, la Cour Constitutionnelle est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics ;

4-Considérant que conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi organique n°14/91 du 24 mars 1992 portant organisation et fonctionnement du Conseil National de la Communication, modifiée, susvisée, la durée du mandat des membres de cette institution est de cinq ans ; que selon l'alinéa 2 du même article, la désignation desdits membres intervient un mois avant l'expiration du mandat en cours ;

5-Considérant qu'il résulte de l'instruction, d'une part, que le mandat des membres actuels du Conseil National de la Communication, entamé le 7 mai 2012, a expiré le 6 mai 2017 ; que, d'autre part, par décret n°00079/PR/MRIC-DC en date du 10 mars 2017, le Président de la République a convoqué un Dialogue Politique dont les assises se sont achevées le 26 mai 2017 ; que l'article 108 du Protocole d'accord entre les parties prenantes au Dialogue Politique prévoit la sortie du Conseil National de la Communication du champ des institutions constitutionnelles pour le transformer en autorité de régulation sous le statut juridique d'autorité administrative indépendante ; que l'article 110 du même Protocole énonce que le mode de désignation des membres du Conseil National de la Communication devra être révisé ainsi qu'il suit : trois membres par le Président de la République dont deux de la corporation, trois membres par le Parlement dont deux de la corporation, trois membres par les professionnels du secteur à raison de un pour la presse écrite, un pour l'audio-visuel, un pour la cinématographie ; qu'enfin, l'article 111 dudit Protocole dispose, pour sa part, que la durée du mandat des membres du Conseil National de la Communication est de cinq ans renouvelable une fois ;

6-Considérant qu'il est constant que la mise en œuvre de ces réformes va nécessiter inéluctablement la modification des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires qui régissent actuellement le Conseil National de la Communication ; qu'au regard du temps nécessaire à l'aboutissement desdites réformes et dans le souci de garantir le fonctionnement régulier du Conseil National de la Communication ainsi que celui d'assurer la continuité du service public, les membres actuels de cette institution doivent demeurer en fonction jusqu'au 31 décembre 2017, au plus tard ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Au regard du temps nécessaire à l'aboutissement des réformes du Conseil National de la Communication par la modification des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires qui le régissent actuellement et dans le souci de garantir le fonctionnement régulier de cette institution ainsi que celui d'assurer la continuité du service public, les membres actuels du Conseil National de la Communication demeurent en fonction jusqu'au 31 décembre 2017, au plus tard.

Article 2 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du trente mai deux mille dix-sept où siégeaient :

-Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président ;
 -Monsieur Hervé MOUTSINGA ;
 -Madame Louise ANGUE ;
 -Monsieur Christian BAPTISTE QUENTIN ROGOMBE ;
 -Monsieur François de Paul ADIWA-ANTONY ;
 -Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES ;
 -Monsieur Jacques LEBAMA ; membres, assistés de Maître Jean Laurent TSINGA, Greffier en Chef.

Décision n°005/CC du 20 avril 2017 relative à la requête présentée par le Parti Démocratique Gabonais, tendant au remplacement d'un conseiller au Conseil Municipal du premier arrondissement de la commune d'Oyem, province du Woleu-Ntem

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;
 LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 13 avril 2017 sous le n°005/GCC, par laquelle le Parti Démocratique Gabonais, représenté par son Secrétaire Général Adjoint 3 chargé des Elections, du Suivi de l'Action des Elus et des Relations avec les Partis de la Majorité Républicaine et Sociale pour l'Emergence, Madame Angélique NGOMA, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins, d'une part, de faire constater la vacance d'un siège d'élu au Conseil Municipal du premier arrondissement de la commune d'Oyem, province du Woleu-Ntem, suite à la démission de Monsieur Jean Pierre MINTSA MI NDONG dudit parti politique et, d'autre part, de voir procéder au remplacement de ce dernier par Monsieur Jean Trois XVI EDOU EDOU, candidat qui suit immédiatement le dernier candidat proclamé élu sur la liste de candidatures présentée par ce parti politique ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°009/2011 du 25 septembre 2011 ;

Vu la loi n°7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques, modifiée par la loi n°007/2013 du 22 juillet 2013 ;

Vu la loi n°19/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux ;

Vu le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006,

modifié par le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°033/CC/2016 du 29 juin 2016 ;

Vu la décision de la Cour Constitutionnelle n°162/CC du 4 janvier 2014 portant proclamation partielle des résultats de l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 14 décembre 2013 ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Parti Démocratique Gabonais, représenté par son Secrétaire Général Adjoint 3 chargé des Elections, du Suivi de l'Action des Elus et des Relations avec les Partis de la Majorité Républicaine et Sociale pour l'Emergence, Madame Angélique NGOMA, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins, d'une part, de faire constater la vacance d'un siège d'élu au Conseil Municipal du premier arrondissement de la commune d'Oyem, province du Woleu-Ntem, suite à la démission de Monsieur Jean Pierre MINTSA MI NDONG dudit parti politique et, d'autre part, de voir procéder au remplacement de ce dernier par Monsieur Jean Trois XVI EDOU EDOU, candidat qui suit immédiatement le dernier candidat proclamé élu sur la liste de candidatures présentée par ce parti politique ;

2-Considérant qu'au soutien de sa requête, le Secrétaire Général Adjoint 3 du Parti Démocratique Gabonais, verse au dossier la lettre de démission de Monsieur Jean Pierre MINTSA MI NDONG en date du 10 mai 2016 ;

3-Considérant qu'aux termes de l'article 18 de la loi n°19/96 du 15 avril 1996 susvisée, en cas de démission ou d'exclusion dans les conditions statutaires d'un membre du parti politique auquel il appartient au moment de son élection, et si ce parti a présenté sa candidature, son siège devient vacant à la date de sa démission ou de son exclusion ; qu'il est alors procédé à son remplacement par le candidat qui le suit immédiatement sur la liste ;

4-Considérant qu'en conséquence de ce qui précède, il y a lieu, d'une part, de constater la vacance d'un siège d'élu au Conseil Municipal du premier arrondissement de la commune d'Oyem, province du Woleu-Ntem, suite à la démission de Monsieur Jean Pierre MINTSA MI NDONG du Parti Démocratique Gabonais et, d'autre part, de proclamer élu Conseiller Municipal, Monsieur Jean Trois XVI EDOU EDOU, candidat qui suit immédiatement le dernier candidat proclamé élu sur la liste de candidatures présentée par ce parti politique ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est constaté la vacance d'un siège d'élu au Conseil Municipal du premier arrondissement de la commune d'Oyem, province du Woleu-Ntem, suite à la